



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 071 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 3 octobre 2017

—
Président

M. Pat Finnigan

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 3 octobre 2017

• (1530)

[Français]

Le président (M. Pat Finnigan (Miramichi—Grand Lake, Lib.)): Bienvenue à tous, collègues et invités.

Conformément à l'article 108 du Règlement, nous poursuivons notre étude sur une politique alimentaire pour le Canada.

Aujourd'hui, nous recevons Mme Irena Knezevic, de l'Association canadienne des études sur l'alimentation, et Mme Sylvie Cloutier, présidente-directrice générale du Conseil de la transformation alimentaire du Québec.

Bienvenue, mesdames.

Nous recevons également Mme Carla Ventin, vice-présidente des affaires gouvernementales fédérales chez Produits alimentaires et de consommation du Canada.

Bienvenue de nouveau.

Nous allons commencer par vos remarques d'ouverture. Vous aurez sept minutes chacune.

Madame Knezevic, vous pouvez commencer.

[Traduction]

Mme Irena Knezevic (vice-présidente, Association canadienne des études sur l'alimentation): Merci, monsieur le président.

Au nom de l'Association canadienne des études sur l'alimentation, je tiens à vous remercier de votre invitation. Nous formons un réseau d'environ 600 particuliers de partout au Canada, qui effectuent de la recherche savante sur l'alimentation. Nos membres se recrutent dans une large gamme de disciplines, qui vont des sciences de l'alimentation aux études culturelles et à la géographie en passant par les sciences de l'environnement.

Ce réseau, qui existe depuis plus d'une décennie, forme un faisceau de connaissances et de pratiques actuelles et rigoureuses sur les systèmes alimentaires et les problèmes sociaux épineux reliés à l'alimentation. Beaucoup de nos membres travaillent dans des collectivités qui sont parmi les plus touchées par divers défis associés aux systèmes alimentaires contemporains qui existent au Canada et ils collaborent avec elles pour rendre très pratique notre ensemble collectif de connaissances et la fonder solidement sur la théorie. Les défis que nous reconnaissons reflètent en grande partie les quatre thèmes qui orientent cette consultation sur la politique, et nous vous remercions d'adopter pour elle une démarche si exhaustive.

Nous invitons le Comité permanent à examiner les trois recommandations qui suivent, qui concernent l'innovation, une stratégie adaptable et les exportations alimentaires.

Au Canada, le credo économique actuel repose sur l'opinion selon laquelle notre avenir économique et démocratique dépend de

l'innovation. Les investissements dans l'agroalimentaire visent en grande partie l'innovation. L'innovation est essentielle aux piliers 2, 3 et 4 de la politique alimentaire proposée par le gouvernement. Soit, mais nous vous implorons de considérer l'innovation dans son sens le plus large, qui, en plus de la technologie et du profit, englobe l'innovation sociale et environnementale. D'où la nécessité, d'un point de vue holiste, d'apprécier le travail des petits et moyens producteurs, transformateurs et « récolteurs », dont les revenus masquent le type de capital social, naturel et communautaire qu'ils produisent grâce à leur travail.

Nécessité, aussi, d'estimer l'apport d'innombrables initiatives de la société civile de partout dans le pays qui répondent déjà aux questions d'alimentation, d'accès alimentaire et de soutenabilité environnementale et qui pourvoient au gagne-pain de ceux qui garnissent nos tables. L'innovation peut signifier la pensée créatrice visant à mobiliser les citoyens dans des activités visant à mieux faire comprendre le rôle de l'alimentation. Elle peut englober l'exploitation d'une entreprise sociale qui aide les personnes socialement isolées et marginalisées à acquérir des compétences et à se réseauter socialement. Elle peut signifier la résurrection de pratiques agro-écologiques qui, au moyen de vieilles technologies et de vieilles pratiques créent plus de sol et régénèrent nos écosystèmes.

Notre pays investit des millions de dollars dans les technologies nouvelles. Les innovations sociales et environnementales exigent la même sorte d'investissement délibéré et considérable. L'appui accordé à des initiatives communautaires qui créent déjà de meilleurs environnements alimentaires et qui améliorent la compréhension du rôle de l'alimentation sera la recette de l'efficacité de cette politique tout comme les appuis fournis aux nouveaux agriculteurs, aux nouveaux pêcheurs et aux nouveaux transformateurs et les appuis accordés à la protection des terres agricoles et à la transition vers l'adoption de pratiques écologiquement durables.

À long terme, un système alimentaire amélioré produira des économies considérables dans les soins de santé et la décontamination de l'environnement, ce qui fera paraître sages ces investissements, même du point de vue financier.

Ensuite, nous vous demandons de rendre la politique adaptable, pour qu'elle encourage des solutions individualisées et à l'échelle appropriée. Cette affirmation a été répétée à maintes reprises au sommet alimentaire de juin, mais nous voulons insister sur son importance pour les quatre piliers proposés. Différentes collectivités ont des idées différentes sur la santé, et, pour beaucoup d'entre nous, le mieux-être culturel et social est aussi important que la santé physique. Nos chercheurs constatent sans cesse que, quand ces dimensions de la santé sont ignorées, la santé physique en souffre aussi. Bien que ce soit évident en ville, en campagne et dans les endroits éloignés, ce l'est encore plus dans les communautés du Nord et les communautés autochtones. Nous savons que d'autres témoins vous l'ont dit.

Nous possédons une foule de données selon lesquelles les cadres réglementaires s'adaptent difficilement aux différences d'échelle des entreprises agroalimentaires. En général, ils tendent plutôt à favoriser les exploitations de taille industrielle et ils dressent des obstacles considérables aux petites entreprises, aux entreprises sociales et aux initiatives communautaires.

Enfin, nous avons entendu, au sommet alimentaire, qu'une partie du rôle du Canada, sur la scène mondiale, est d'aider à nourrir le monde. Cela concerne les piliers 2 et 4. Nous disposons d'abondamment de preuves montrant que le monde produit plus que ce qu'il lui faut de nourriture et que la faim et la malnutrition ne proviennent pas de la rareté de nourriture, mais de sa distribution inégale. Même si les exportations d'aliments sont essentielles à notre économie, nous vous demandons de ne pas les favoriser au détriment des plus vulnérables au Canada et ailleurs et de plutôt les harmoniser avec les objectifs du développement durable et de l'engagement, valable pour le monde entier, de n'oublier personne.

Autrement dit, il est impératif que les exportations n'aient pas préséance sur le premier pilier, qui est l'accès à des sources abordables d'aliments nutritifs et sains. Nous demandons que la croissance des exportations ne mette pas davantage en péril notre environnement ni la capacité du Canada de nourrir de façon soutenue tous les Canadiens d'aujourd'hui et de demain. Nous vous incitons à concrétiser le droit à l'alimentation pour tous les Canadiens et que ce programme ait préséance sur l'expansion des exportations.

•(1535)

En terminant, permettez-moi de répéter nos recommandations. D'abord, mettre les innovations sociales et environnementales à parité avec l'innovation technologique. Ensuite, appliquer des politiques qui peuvent s'adapter à l'emplacement et aux entreprises à petite échelle. Enfin, s'assurer que nous continuons à privilégier les besoins des personnes vulnérables dans les collectivités par rapport au désir d'augmenter nos exportations.

Nos recommandations sont générales, puisque nous représentons un échantillon large de chercheurs. Nous ne déposons pas de mémoire, puisque certains de nos membres témoignent déjà et déposent des recommandations plus précises au nom de leurs propres équipes et organisations de recherche. Cependant, nous vous invitons à continuer de faire appel à nous et à notre recherche, pendant l'élaboration des divers éléments de cette politique et pour votre annonce des programmes qui en ressortiront.

Nous vous remercions du temps que vous nous avez accordé.

Le président: Merci beaucoup, madame Knezevic.

[Français]

Nous allons maintenant céder la parole à Mme Sylvie Cloutier, du Conseil de la transformation alimentaire du Québec.

Madame Cloutier, vous avez la parole pour sept minutes.

[Traduction]

Mme Sylvie Cloutier (directrice générale, Conseil de la transformation alimentaire du Québec): Merci, monsieur le président. Je remercie aussi votre comité de son invitation.

[Français]

Le CTAQ, que je représente ici aujourd'hui, compte plus de 550 membres, ce qui en fait le plus important regroupement de transformateurs alimentaires au Québec.

L'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons est la deuxième industrie manufacturière en importance au Canada et la première en importance au Québec. Elle est le plus

grand employeur du secteur manufacturier canadien pour ce qui est de la valeur de la production et elle représente le maillon essentiel du système agroalimentaire puisqu'elle figure parmi les principaux acheteurs de produits agricoles primaires canadiens.

Tout récemment, le Conseil consultatif en matière de croissance économique, présidé par Dominic Barton, recommandait au gouvernement plusieurs mesures qui profiteraient à l'économie canadienne dans son ensemble.

Le Conseil a établi l'agroalimentaire comme un des secteurs clés de l'économie, un secteur qui présente un important potentiel inexploité ainsi que des perspectives de croissance mondiale considérables et qui nécessitera une certaine attention en vue d'en tirer profit.

Pour réaliser ce potentiel, le Conseil suggère une approche qui a recours à des mesures stratégiques soigneusement choisies pour éliminer des obstacles comme la réglementation excessive, les barrières commerciales interprovinciales, les formes de subventions inefficaces ou les défis liés aux marchés.

Les quatre piliers proposés dans la nouvelle politique alimentaire sont très louables, soit améliorer l'accès à des aliments abordables, améliorer la salubrité des aliments et la santé, préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air, et produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure.

Par contre, les grands axes établis dans cette politique ne parlent pas de mesures stratégiques et n'encouragent pas l'instauration de conditions gagnantes pour promouvoir la croissance du secteur.

De plus, les messages lancés par cette politique portent à croire que l'industrie alimentaire est déficiente, insouciance, et qu'elle n'en fait pas assez. Par exemple, quand on parle d'améliorer la salubrité des aliments et la santé, ou encore de produire plus d'aliments de qualité supérieure, on sème le doute sur l'intégrité de notre système alimentaire canadien, qui est pourtant reconnu comme l'un des meilleurs au monde.

Le même commentaire s'applique à l'aspect environnemental. L'industrie alimentaire est déjà très active dans plusieurs secteurs, dont l'eau, le recyclage, la valorisation des matières résiduelles et des déchets organiques, et la consommation énergétique.

Pour ce qui est d'une plus grande accessibilité aux produits alimentaires au Canada, nous le souhaitons tous, mais le gouvernement devra reconnaître son rôle et ses responsabilités pour assurer cette accessibilité.

La politique alimentaire, dans son état actuel, omet des actions et des axes importants, tels qu'assurer la pérennité et la croissance de son industrie alimentaire, promouvoir une culture d'innovation au sein de l'industrie alimentaire, encourager l'achat local, assurer la réciprocité de nos normes pour les produits importés, assurer l'accès aux marchés, répondre aux enjeux de main-d'œuvre et de productivité, et j'en passe.

D'un côté, le gouvernement du Canada invite le secteur à devenir le chef de file mondial de la production alimentaire et à investir dans l'innovation pour stimuler la croissance de l'économie et répondre à la demande mondiale, qui, soit dit en passant, devrait tripler d'ici 2050. De l'autre côté, le gouvernement n'offre rien dans cette nouvelle politique alimentaire pour appuyer ces réalités démographiques et économiques.

L'industrie accepte de relever le défi, mais craint qu'en raison des nombreuses activités de modernisation de la réglementation en cours, les capitaux doivent être investis dans les activités visant la conformité réglementaire plutôt que dans l'innovation et la croissance. L'introduction de nouveaux règlements sur l'inspection des aliments, combinée avec les nouvelles exigences d'étiquetage des aliments et les restrictions en matière de commercialisation, impose un lourd fardeau et des coûts additionnels importants aux fabricants de produits alimentaires au Canada. Le Comité devrait d'ailleurs se pencher sur les impacts de ces nouveaux règlements sur la compétitivité de son industrie alimentaire.

En conclusion, nous nous demandons comment le gouvernement réconciliera la politique alimentaire telle que proposée avec les recommandations du Conseil consultatif en matière de croissance économique. Nous nous demandons comment le gouvernement s'assurera que son industrie alimentaire deviendra un pilier de la prospérité économique canadienne et répondra aux exigences sociales de sa nouvelle politique.

• (1540)

Merci de votre écoute.

[Traduction]

Le président: Merci, madame Cloutier.

Entendons maintenant Mme Carla Ventin, de Produits alimentaires et de consommation du Canada, qui dispose de sept minutes.

Mme Carla Ventin (vice-présidente, Affaires gouvernementales fédérales, Produits alimentaires et de consommation du Canada): L'association des Produits alimentaires et de consommation du Canada félicite le gouvernement de son rôle directeur dans l'élaboration d'une politique alimentaire nationale, et je salue l'occasion qui m'est offerte de vous présenter nos observations à votre attention.

Avec la croissance rapide de la demande alimentaire mondiale et la reconnaissance récente, par le gouvernement du Canada, de la possibilité de répondre à ce besoin, voilà un enjeu qui arrive à point nommé. PACC est déterminée à continuer à collaborer étroitement à une politique alimentaire nationale pour aider le Canada à se positionner dans un rôle de premier plan dans la production d'aliments sains, abordables et de qualité.

Première association industrielle nationale du Canada, PACC représente les entreprises qui fabriquent et distribuent la majorité des aliments, des boissons et des biens de consommation qu'on trouve sur les tablettes des magasins, dans les restaurants et dans les foyers. Nos membres, dont la répartition est vraiment nationale, procurent des emplois à valeur ajoutée aux Canadiens des villes et de la campagne dans plus de 170 circonscriptions fédérales.

D'après le président du Conseil consultatif en matière de croissance économique, M. Dominic Barton, l'alimentation deviendra l'un des plus importants secteurs d'activité dans le monde. Le Canada est bien placé pour jouer un rôle vital dans l'alimentation du monde, grâce aux produits fabriqués chez lui. Cette stratégie repose sur un secteur manufacturier capable d'affronter la concurrence.

Pour la première fois, le budget de 2017 a distingué l'agroalimentaire comme l'une des trois industries stratégiques à forte possibilité de croissance et de création d'emplois. La détermination du gouvernement de diversifier la production et d'affranchir le Canada de sa dépendance des matières premières et de privilégier la croissance de la production de produits à valeur ajoutée est significative et sans précédent.

Comme la transformation des aliments constitue le premier secteur fournisseur d'emplois dans la fabrication au Canada, avec des établissements dans chaque région, notre industrie joue un rôle essentiel de cohésion avec les Canadiens des régions rurales et éloignées grâce aux occasions économiques offertes. Les agriculteurs et les fabricants d'aliments canadiens travaillent de façon interdépendante pour produire certains des aliments en qui le monde a le plus confiance. Offrant non seulement des débouchés aux produits agricoles, les fabricants offrent aussi des emplois d'appoint aux ruraux et d'innombrables emplois indirects, partout au Canada.

Je soulignerai brièvement notre engagement à l'égard d'une politique alimentaire nationale, après quoi j'exposerai nos huit recommandations.

PACC s'est activement engagée dans l'élaboration d'une politique alimentaire nationale, en contact étroit avec plusieurs groupes qui poursuivaient leurs propres stratégies mûrement réfléchies, notamment la Fédération canadienne de l'agriculture, le Conference Board du Canada et l'Institut canadien des politiques agroalimentaires.

En 2011, j'ai eu le bonheur de livrer un exposé à la réunion annuelle des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de l'agriculture et de l'agroalimentaire, à Saint Andrews, au Nouveau-Brunswick, pour appuyer la stratégie alimentaire de la Fédération canadienne de l'agriculture.

Nos recommandations, maintenant.

Jusqu'ici, on a accompli beaucoup de bon travail, ce qui me conduit à ma première recommandation, qui est de se fonder sur le travail déjà réalisé dans l'élaboration d'une politique alimentaire nationale.

La deuxième est que, pour assurer sa réussite, la politique alimentaire nationale doit intégrer toute la chaîne de valeur, de la fourche à la fourchette.

Troisièmement, la politique alimentaire nationale doit assurer la durabilité et la prospérité de nos communautés rurales. Comme premier employeur du secteur manufacturier dans le Canada rural, les transformateurs d'aliments y jouent un rôle important.

Quatrièmement, en élaborant la politique alimentaire nationale, nous, les Canadiens, nous ne devons pas perdre de vue nos nombreux motifs de fierté. Nous produisons certains des aliments les plus sains dans le monde. La marque « fabriqué au Canada » est reconnue dans le monde entier, et pour une bonne raison. Nous devons connaître tous les tenants et aboutissants de cette politique et pouvoir nous situer par rapport à elle.

Cinquièmement, le gouvernement devrait tenir compte du rapport rédigé par le Conseil consultatif en matière de croissance économique, présidé par Dominic Barton, comme pivot d'une politique alimentaire nationale. Ce rapport discute des possibilités offertes par le secteur agroalimentaire et de l'occasion à saisir pour le faire croître et lui faire transformer encore plus de nos aliments au Canada plutôt que d'en laisser le soin à d'autres pays. Dans ce rapport, M. Barton reconnaît la possibilité d'une croissance accrue, grâce à la création de produits à valeur ajoutée. Il fait remarquer que nous ajoutons de la valeur à seulement la moitié de notre production. Il reste donc une masse formidable d'occasions à saisir.

La politique alimentaire nationale doit aider le Canada à se positionner pour atteindre ses objectifs d'exportation de produits agroalimentaires, comme c'est mentionné dans le budget fédéral.

Sixièmement, il faut une approche fédérale coordonnée. Tout en félicitant le gouvernement de ses intentions et de ses efforts pour coordonner l'action de ses ministères, nous disons qu'il doit faire plus. Un exemple de fausse note est la proposition de Santé Canada d'apposer des étiquettes d'avertissement sur les aliments, alors que d'autres ministères collaborent étroitement avec le secteur agroalimentaire pour atteindre d'ambitieux objectifs de croissance. Nous partageons les grandes inquiétudes suscitées, chez les groupes nationaux représentant les agriculteurs, par la proposition de faire figurer des avertissements, comme des « signaux d'arrêt » sur des produits alimentaires canadiens emblématiques comme le fromage et le sirop d'érable. Une politique alimentaire nationale pourrait jouer un rôle de coordination.

● (1545)

Septièmement, les décisions doivent se fonder sur des faits, la transparence, l'inclusion et le véritable dialogue.

Tout en étant réceptifs aux engagements politiques fédéraux, nous continuons d'être très inquiets par rapport au processus et à la démarche que les fonctionnaires de Santé Canada continuent d'appliquer à l'égard d'étiquettes d'avertissement sur le devant des emballages alimentaires. Il existe d'autres façons d'améliorer la santé publique, comme la sensibilisation, qui essaie davantage d'informer pour changer les habitudes alimentaires. Notre propre recherche montre que les consommateurs préfèrent l'information aux avertissements. Rien ne montre que les propositions de Santé Canada permettront d'améliorer la santé publique.

Le 27 septembre, après une réunion qui avait eu lieu le 18, avec Santé Canada et d'autres parties prenantes, nous avons été très déçus de l'annonce surtout écrite du ministère, mais fautive, d'une entente sur les critères d'étiquetage sur le devant des emballages. C'était visiblement une déformation de la teneur des discussions officielles. Les critères de Santé Canada sont tellement étriés que, en fait, ils excluraient les options adoptées à l'essai, en matière d'étiquetage, par nos principaux partenaires commerciaux. Il importe de rectifier les faits.

Enfin, huitièmement, nous demandons donc, avec la Fédération canadienne de l'agriculture, que votre comité étudie l'étiquetage sur le devant des emballages, y compris les méthodes adoptées par nos principaux partenaires commerciaux d'Amérique du Nord et d'Europe, pour déterminer la meilleure marche à suivre pour le Canada. Il est essentiel d'étudier comment une telle démarche axée sur le devant des emballages influera, d'abord, sur les objectifs d'une politique alimentaire nationale, ensuite, sur la capacité de l'industrie agroalimentaire d'atteindre les objectifs de croissance énoncés par M. Barton et dans le budget fédéral.

Finalement, je pense que nous devrions miser sur les forces du Canada. Nous avons la possibilité de devenir des chefs de file internationaux de la production et de l'innovation alimentaires, et une politique alimentaire nationale peut nous y conduire.

Merci.

Le président: Merci, madame Ventin.

Commençons la période de questions, mais, avant, je souhaite la bienvenue à Mme Cathay Wagantall, qui remplace Luc Berthold, et à M. Larry Bagnell, qui remplace Francis Drouin.

La première intervenante sera Mme Boucher.

[Français]

Vous avez la parole pour six minutes.

Mme Sylvie Boucher (Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix, PCC): Merci, monsieur le président.

Bonjour, mesdames.

Bonjour à tous.

Avant de poser ma question, j'aimerais parler de la motion que j'ai déposée il y a deux semaines. Je vous la lis:

Que le Comité invite le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et le ministre des Finances pour informer le Comité sur les consultations du gouvernement intitulées « Planification fiscale au moyen de sociétés privées » et de comment cela affectera les fermes familiales, ainsi que les marchés de l'agriculture canadienne et l'économie agroalimentaire.

J'aimerais que nous prenions deux minutes pour en parler, s'il vous plaît.

● (1550)

Le président: Est-ce qu'il y a des commentaires sur cette motion?

M. Pierre Breton (Shefford, Lib.): J'aimerais simplement prendre le temps de relire la motion; ce ne sera pas long.

Le président: Excusez-moi, nous allons attendre un instant.

[Traduction]

Vous avez sous les yeux la motion suivante:

Que le Comité invite le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et le ministre des Finances pour informer le Comité sur les consultations du gouvernement intitulées « Planification fiscale au moyen de sociétés privées » et de comment cela affectera les fermes familiales, ainsi que les marchés de l'agriculture canadienne et l'économie agroalimentaire.

Y a-t-il des observations sur la motion?

Monsieur Longfield.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): C'est malheureux. Nous avons des témoins ici à qui je veux vraiment parler.

Comme la dernière fois qu'une telle motion a été proposée, nous venions de terminer des consultations. Nous n'avons pas de politique à examiner. Une étude se déroule dans un autre comité, celui des finances. Je ne vois donc pas l'utilité de dédoubler cette étude. Nous sommes à la fin de la période de consultations, mais nous n'avons pas de politique à discuter dans notre comité. Voilà pourquoi je n'appuierai pas la motion.

Le président: Merci, monsieur Longfield.

[Français]

Est-ce qu'il y a d'autres commentaires?

Madame Boucher, vous avez la parole.

Mme Sylvie Boucher: J'ai déposé cette motion justement parce qu'il est beaucoup question à notre comité, ces temps-ci, de nourriture abordable.

Étant donné la nouvelle taxe et tout ce qui se passe actuellement en agroalimentaire, il est important d'en parler. L'étude que nous menons dans le moment porte justement sur les moyens de rendre la nourriture abordable. Dans le contexte où des taxes que nous ne comprenons pas seront ajoutées, il faut transformer le monologue en dialogue. Certains témoins qui se présentent ici sont pris eux-mêmes dans cette situation.

Je crois que c'est une très bonne motion. Il faudrait à tout le moins discuter de cette question lors d'une prochaine séance.

[Traduction]

Le président: Monsieur Barlow.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Merci, monsieur le président.

Très rapidement, je tiens à vous assurer que ma collègue agit ici sans détour. Elle se sert de sa période de questions pour proposer cette motion.

Mme Sylvie Boucher: Oui.

M. John Barlow: Ça ne soustrait absolument rien au temps dont vous disposez pour questionner les témoins.

En ce qui concerne l'inquiétude devant le dédoublement des études, Santé Canada fait presque la même étude que nous, et ça ne semble pas causer un problème de dédoublement avec elle. Je pense que les conséquences de ces modifications fiscales sont tout à fait profondes et qu'il est vraiment important pour nous de les examiner ainsi que les répercussions qu'elles auront sur le secteur agricole.

Le président: Merci, monsieur Barlow.

Y a-t-il d'autres observations?

[Français]

Je vois que non.

Nous allons donc procéder au vote.

Mme Sylvie Boucher: Je demande un vote par appel nominal.

[Traduction]

Le président: Ce sera par appel nominal.

(La motion est rejetée par 5 voix contre 4.)

[Français]

Le président: Il vous reste une minute et demie, madame Boucher.

Mme Sylvie Boucher: Merci, monsieur le président.

J'ai trouvé très intéressant le témoignage de Mme Ventin, de PACC.

Vous avez dit que, malgré votre désaccord au sujet de l'étiquetage, on a dit que vous étiez d'accord et on est allé de l'avant dans ce dossier.

Pouvez-vous m'en dire un peu plus au sujet de l'étiquetage sur le devant des emballages?

[Traduction]

Mme Carla Ventin: Oui et merci pour la question. Chez Produits alimentaires et de consommation du Canada, notre position est d'appuyer la stratégie de saine alimentation de Santé Canada, dont une partie est l'objectif de l'étiquetage sur le devant des emballages. Nous croyons qu'il est important de discuter avec les parties prenantes de façon franche, constructive et respectueuse des diverses opinions.

Ce qui nous inquiète, c'est la démarche de Santé Canada dans le processus, les échéanciers et, dernièrement, l'absence d'écho sur une rencontre que nous avons eue avec le ministère, une présentation erronée du dossier public.

• (1555)

Mme Sylvie Boucher: Merci.

[Français]

Le président: Madame Boucher, il ne vous reste que cinq secondes.

Mme Sylvie Boucher: Merci, j'ai terminé. J'ai eu ma réponse: c'était un monologue.

Le président: Merci, madame Boucher.

[Traduction]

Monsieur Longfield, vous disposez de six minutes.

M. Lloyd Longfield: Merci, monsieur le président.

Pour revenir à cette étude, je m'intéresse beaucoup aux différences inhérentes à la taille des entreprises dans le contexte de la politique alimentaire. Vous en avez tous parlé d'une façon ou d'une autre.

Je vais tout d'abord m'adresser à Mme Ventin au sujet de l'étiquetage et de la possibilité que les grands détaillants inscrivent l'information sur les tablettes plutôt que sur les produits ou au moyen de différentes technologies. Est-ce une option qui conviendrait aux petits fabricants? Il existe d'autres moyens de transmettre la même information plutôt que d'avoir une étiquette. Avez-vous des solutions de rechange pour ce qui est de l'étiquetage?

Mme Carla Ventin: Bien sûr. Lorsqu'on parle des produits alimentaires qui se trouvent sur les tablettes des épiceries, on sait qu'on ne peut pas tout mettre sur une étiquette. Je crois que c'est très important. PACC a lancé une étiquette numérique au Canada intitulée « SmartLabel ». Ce programme a également été lancé aux États-Unis avec beaucoup de succès.

Cela revient à dire que même si nous voulons fournir le maximum d'information aux consommateurs, nous ne pouvons pas inscrire tous les renseignements sur l'emballage. N'empêche que certains consommateurs veulent connaître la provenance du blé contenu dans un produit en particulier et d'autres renseignements. Cette information est donc disponible.

C'est intéressant, et j'aime bien reprendre les propos de l'Agence canadienne d'inspection des aliments à cet égard, c'est-à-dire que la plupart des Canadiens obtiennent leur information nutritionnelle en ligne et en format numérique, alors nous devrions réglementer la situation pour le monde de demain.

M. Lloyd Longfield: Est-ce la même chose pour les différentes tailles...?

Mme Carla Ventin: Absolument. Cela va s'appliquer à d'autres produits également. PACC va introduire ce système au Canada, et le gouvernement, particulièrement l'ACIA, appuie largement cette initiative.

M. Lloyd Longfield: Très bien. Merci.

Madame Knezevic, vous avez indiqué qu'il fallait s'assurer que la politique alimentaire vise les entreprises à petite échelle. Avez-vous des préoccupations précises que nous devrions inclure dans notre étude?

Mme Irena Knezevic: Je peux vous donner quelques exemples. Je suis certaine que nos membres auraient un vaste éventail de recommandations. En ce qui concerne les producteurs de viande, par exemple, il y a diverses normes — des règlements provinciaux et fédéraux — régissant la salubrité des aliments. Un grand nombre de petits producteurs n'ont même pas accès aux abattoirs. L'Alberta a fait l'essai des abattoirs mobiles, et ces essais fort intéressants sont directement liés à notre première recommandation, qui est de voir l'innovation différemment.

Dans le cas des abattoirs mobiles, par exemple, il ne s'agit pas d'inventer de nouvelles technologies pour contrôler la salubrité des aliments. Le but est plutôt de rendre les technologies actuelles plus accessibles aux petits producteurs. C'est l'un des exemples que nous avons en tête.

M. Lloyd Longfield: Excellent. Merci. C'est très utile de connaître les divers piliers sur lesquels repose cette politique. Ainsi, nous pouvons essayer d'obtenir de l'information sur chacun d'entre eux.

Madame Cloutier, vous avez fait mention de ce qui ne figurait pas dans cette étude. En fait, c'est exactement ce que nous essayons de faire ici, de combler les lacunes dans les domaines qui n'ont peut-être pas fait l'objet d'études par le passé. Les normes de réciprocité ou l'achat local, l'accès aux marchés, le travail et la productivité, entre autres — tout cela est au dossier public.

Si l'on parle de priorités, y a-t-il un secteur prioritaire, à la lumière de ce que vous disent vos membres, dont nous devrions absolument tenir compte?

[Français]

Mme Sylvie Cloutier: La main-d'oeuvre, la productivité, les nouvelles technologies et l'innovation sont assurément des priorités pour l'industrie alimentaire.

[Traduction]

Si on n'innove pas, on ne sera pas concurrentiel. Étant donné les nouveaux accords conclus avec l'Europe, et on l'espère, avec les États-Unis, il faut être compétitif et productif. À l'heure actuelle, il y a une pénurie de main-d'oeuvre au Canada dans les secteurs manufacturiers. Notre secteur est durement touché par cette pénurie, alors ce serait l'une de nos plus grandes priorités.

• (1600)

M. Lloyd Longfield: Nous voyons cela à Guelph. L'université vient tout juste de réaliser une étude qui démontre qu'il y a quatre emplois pour chaque diplômé dans un certain programme.

Dans le peu de temps qu'il me reste, si on envisage l'idée d'une supergrappe dans le domaine de l'alimentation, est-ce que chacun d'entre vous pourrait me dire brièvement dans quelle mesure elle pourrait être utile à notre stratégie alimentaire?

On pourrait commencer à ma gauche, avec Mme Knezevic.

Mme Irena Knezevic: Je sais qu'on déploie des efforts à l'heure actuelle pour créer des supergrappes. À ma connaissance, elles sont surtout axées sur les technologies numériques agricoles, et elles s'intéressent réellement à l'approche intelligente en matière d'agriculture.

En ce qui nous concerne, nous n'y voyons pas vraiment d'inconvénient, mais bon nombre de nos membres craignent qu'on néglige les impacts sociaux et environnementaux de ces technologies et qu'on ne reconnaisse pas l'innovation sociale et environnementale qui voit le jour en ce moment même au Canada.

M. Lloyd Longfield: Très bien. Merci.

Mme Sylvie Cloutier: Nous avons présenté un mémoire en collaboration avec l'Université de Guelph. On parle surtout d'innovation, d'accès à l'innovation et de ce qui est en place pour permettre à notre industrie d'être plus productive.

M. Lloyd Longfield: Tout à fait. Je sais que l'Université de Guelph se concentre également sur les sciences humaines. Je crois qu'elle a neuf départements qui étudient l'alimentation.

Mme Carla Ventin: J'abonde dans le même sens que Sylvie. Je suis également d'avis que les grappes doivent assumer un rôle significatif en matière de technologie. Par exemple, le rapport de 2014 de KPMG sur l'automatisation et la robotique dans le secteur de la transformation des aliments a révélé que notre industrie accusait beaucoup de retard par rapport à nos concurrents. Le secteur de l'automobile est très automatisé, alors que le secteur de la transformation alimentaire ne l'est pas.

Le président: Merci, madame Ventin. Merci, monsieur Longfield.

[Français]

Madame Brosseau, vous avez la parole pour six minutes.

[Traduction]

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Merci, monsieur le président.

Je suis très heureuse que le gouvernement respecte sa promesse de mettre sur pied une stratégie alimentaire. Notre parti a travaillé très fort ces dernières années pour élaborer une stratégie alimentaire de la ferme à l'assiette. Il est important de bien s'y prendre.

L'un des thèmes récurrents est évidemment l'accès à la nourriture. Nous savons que le Canada est un pays riche. Nous produisons et nous exportons beaucoup d'aliments — de très grande qualité —, n'empêche qu'il y a encore des millions de Canadiens qui sont en situation d'insécurité alimentaire. Il y a 900 000 Canadiens qui ont recours aux banques alimentaires. Au départ, les banques alimentaires se voulaient une mesure temporaire. Je n'ai rien contre ces banques, mais j'aimerais bien qu'on n'en ait plus besoin au Canada.

En 2012, le Rapporteur spécial des Nations unies est venu au Canada et a parlé de l'importance du droit à l'alimentation. Dans ces quatre thèmes, on n'aborde pas suffisamment la question de l'insécurité alimentaire ni la façon de veiller à ce que les gens aient accès à des aliments de qualité. Pourriez-vous nous parler de l'importance de mettre en évidence ce droit à l'alimentation? Le gouvernement s'occupe-t-il adéquatement du fait qu'il y a beaucoup de gens qui sont touchés par l'insécurité alimentaire au Canada?

Je vais tout d'abord m'adresser à Mme Ventin, et j'imagine que nous pourrions ensuite revenir de l'autre côté.

Mme Carla Ventin: Bien sûr. Merci.

Je sais que les représentants de Banques alimentaires Canada ont comparu plus tôt devant le Comité. Même si les Canadiens consacrent environ 10 % de leur revenu disponible à l'alimentation, de toute évidence, il y a des régions rurales et éloignées au Canada où les gens dépensent un pourcentage beaucoup plus élevé, ce qui fait en sorte que la nourriture n'est pas abordable pour ces segments de la population. Certains sont touchés de manière disproportionnée au pays. Nous devons absolument reconnaître qu'il s'agit d'un problème.

Cela nous ramène à l'importance d'adopter une stratégie pancanadienne en matière d'alimentation. Nous devons mobiliser les autres ministères fédéraux de même que les provinces afin de rendre les aliments abordables partout au pays.

En ce qui concerne PACC, nous jouons un rôle actif en appuyant Banques alimentaires Canada. Chacune de nos entreprises membres collaborent étroitement avec cet organisme et participent aux programmes de petits-déjeuners, par exemple, à l'échelle du pays. C'est également axé sur les entreprises. Mais il reste que l'insécurité alimentaire au Canada est un enjeu réel auquel il faut trouver une solution.

[Français]

Mme Ruth Ellen Brosseau: Voulez-vous ajouter quelque chose, madame Cloutier?

Mme Sylvie Cloutier: J'aimerais apporter un supplément d'information.

Au Québec, par exemple, l'industrie alimentaire est le plus grand contributeur à Moisson Montréal, à Moisson Québec et aux autres organismes Moisson ainsi qu'à La Table des Chefs. Ces organismes récupèrent les restes de nourriture ou offrent des cours pour apprendre aux gens à les cuisiner. Il y a aussi des programmes comme le Club des petits déjeuners. Ce programme est né au Québec.

En effet, il y a des manques dans les grands centres urbains. Dans certains quartiers, il n'y a pas d'épicerie où il est possible de se procurer des fruits et des légumes, entre autres choses. Par exemple, il y a des quartiers de Montréal où, outre les dépanneurs, les citoyens n'ont pas accès à des aliments frais.

Les régions éloignées aussi souffrent de ce manque d'accès. Cependant, il s'agit surtout d'un problème lié au transport de produits frais, évidemment.

En ce qui concerne les villes, il y a de plus en plus de programmes agricoles urbains. C'est un mouvement qui prend de plus en plus d'ampleur. Cela dit, il faut s'assurer qu'il y a suffisamment de distributeurs de produits, de façon à permettre aux résidents de chacun des quartiers d'avoir accès à des produits frais.

En ce qui a trait aux régions éloignées, c'est un problème auquel il faut travailler en collaboration avec les ministères concernés. En fait, les aliments sont disponibles, mais le transport est difficile. C'est un autre enjeu, mais, très certainement, il faut s'y intéresser.

• (1605)

Mme Ruth Ellen Brosseau: Un endroit où il n'y a pas d'épicerie à proximité, on appelle cela un désert alimentaire. Comme vous l'avez bien expliqué, la seule option pour obtenir des aliments, c'est d'aller s'approvisionner dans les dépanneurs, où les choix ne sont pas nécessairement très sains.

Comme vous l'avez mentionné, madame Cloutier, il y a une chose que nous faisons vraiment bien au Québec. À Montréal, en Mauricie et dans Lanaudière, il y a un projet dans le cadre duquel l'organisme Moisson fait affaire avec les détaillants. Il recueille les produits non vendus pour les apporter aux différents organismes communautaires qui aident les gens dans le besoin. Par contre, un problème d'infrastructure se pose. Il y a un manque de réfrigérateurs et de camions. Cet aspect pourrait faire l'objet d'une recommandation très importante dans notre rapport.

[Traduction]

Madame Ventin, vous avez parlé de l'emballage des aliments. L'un des piliers dont il est question ici est l'environnement. Lorsqu'on va au supermarché, on voit souvent des bananes emballées dans du plastique, du polystyrène et ce genre de chose. Pourriez-vous nous parler des mesures que l'industrie met de l'avant?

Le président: Malheureusement, votre temps est écoulé, madame Brosseau. Vous aurez peut-être l'occasion de poser votre question plus tard.

[Français]

Nous allons maintenant céder la parole à M. Breton pour six minutes.

M. Pierre Breton: Merci, monsieur le président.

Je remercie nos invités de leurs excellents exposés et de leurs commentaires extrêmement importants aux fins de l'étude que nous menons actuellement.

Madame Cloutier, c'est toujours un plaisir de vous recevoir. Votre organisme est situé dans ma circonscription. Il est toujours agréable de recevoir des témoins provenant de chez nous.

Toutes les trois, vous avez beaucoup parlé d'innovation et du fait que nous sommes un chef de file sur ce plan. J'ai entendu Mme Knezevic parler du droit à l'alimentation et à la nourriture. Ce sont des sujets qui m'interpellent énormément.

Il y a un élément que je considère comme important. Évidemment, nous savons que des habitudes alimentaires saines passent aussi par l'éducation des consommateurs. Au bout du compte, ce sont les gens qui décident ce qu'ils vont manger et ce qu'ils vont aller chercher à l'épicerie, chez le producteur ou ailleurs.

J'aimerais que vous me parliez de chacun de ces aspects.

En ce qui a trait à l'acquisition de connaissances, comment pouvons-nous stratégiquement intégrer davantage l'éducation des consommateurs et l'acquisition de compétences par ceux-ci afin qu'ils sachent ce qu'ils mangent? C'est un aspect important.

Je vais commencer par vous, madame Cloutier.

Mme Sylvie Cloutier: L'éducation est évidemment l'aspect n° 1. Nous devons collectivement travailler à lancer une campagne qui permettra aux consommateurs de mieux comprendre l'étiquetage des produits, de savoir ce qu'ils mangent et de décider ce qui est bon pour eux en tant qu'individus. C'est le premier élément.

Il y a également tout l'aspect de l'exercice. Nous avons tendance à mettre beaucoup l'accent sur l'alimentation, et c'est effectivement un élément primordial, mais l'activité physique fait également partie d'un équilibre global. Nous croyons que l'activité physique doit être réinstaurée dans les écoles et faire partie d'une campagne d'éducation sur les saines habitudes de vie.

C'est un élément important. On dit que les enfants ne sortent plus et qu'ils consacrent beaucoup de temps à des jeux électroniques. Les gens doivent absolument recommencer à bouger. Je crois que ce serait un élément essentiel d'une campagne que pourrait lancer le gouvernement.

• (1610)

M. Pierre Breton: Madame Knezevic, avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

[Traduction]

Mme Irena Knezevic: Absolument. Tout indique que malgré la multitude de renseignements que nous avons au sujet de la nourriture, nous ne mangeons pas plus sainement aujourd'hui que par le passé. Les principaux facteurs déterminants de ce que nous mangeons sont le confort et l'habitude. Autrement dit, conformément aux déterminants sociaux de la santé, nous savons que ce ne sont pas les connaissances sur la nutrition, mais plutôt les environnements alimentaires culturels et physiques — la nourriture qui nous entoure, les personnes avec qui nous mangeons — qui influenceront le plus nos habitudes alimentaires.

Dans cette optique, si on pense à l'éducation de nos enfants et de nos jeunes, plus particulièrement aux cours sur la nutrition, par exemple, je dirais qu'il faut miser davantage sur l'établissement d'un programme alimentaire national dans les écoles, comme les témoins précédents vous en ont parlé et comme vous continuerez d'en entendre parler, et l'intégration d'une éducation davantage axée sur le savoir-faire alimentaire, comme des cours de cuisine et de jardinage. Plutôt que de se contenter de transmettre l'information à nos jeunes étudiants, nous devrions envisager la possibilité de créer un environnement où ils intègrent différemment la nourriture dans leur mode de vie.

[Français]

M. Pierre Breton: J'adore votre réponse.

[Traduction]

Mme Carla Ventin: La sensibilisation des consommateurs est extrêmement importante. C'est pourquoi il y a cinq ans, PACC a lancé le Programme d'éducation des consommateurs, en partenariat avec Santé Canada. Cette initiative a été un franc succès. Au fond, on a expliqué aux Canadiens comment lire le tableau de la valeur nutritive qui se trouve au dos des produits. Santé Canada avait déterminé que les gens ne comprenaient pas vraiment l'information qui figurait sur les produits. Ce programme a été très fructueux et a donné lieu à une relation de travail extraordinaire entre l'industrie et Santé Canada. Il a permis de renseigner les consommateurs et de les aider à comprendre l'importance de l'équilibre et des choix individuels. Par exemple, si je venais de courir un marathon, je pourrais consommer un peu plus de sodium qu'à l'habitude sans problème. Toutefois, si je suis une personne sédentaire qui souffre d'une maladie chronique quelconque, cela pourrait ne pas me convenir.

Il reste que nous sommes très préoccupés que Santé Canada ait aboli le Programme d'éducation des consommateurs en même temps qu'il a proposé d'apposer des étiquettes de mise en garde à l'avant des emballages alimentaires. Cette démarche ne donne pas suite aux efforts de sensibilisation des consommateurs déployés jusqu'à maintenant.

[Français]

M. Pierre Breton: Il me reste une minute.

Madame Knezevic, vous avez attiré mon attention sur le droit à la nourriture. Mme Brosseau en a parlé un peu tout à l'heure. En 50 secondes, j'aimerais que vous nous disiez comment vous considérez cela. Auriez-vous une ou deux recommandations plus précises à formuler à ce sujet?

[Traduction]

Mme Irena Knezevic: Tout d'abord, sachez qu'il a été beaucoup question de l'inégalité des revenus lors du Sommet mondial de l'alimentation tenu en juin dernier, et je crois que cette question mérite d'être prise très au sérieux. Les problèmes d'accès à la nourriture au Canada sont en grande partie attribuables au revenu. Étant donné qu'il y a beaucoup de coûts dans la vie des gens qui ne sont pas flexibles, c'est souvent le budget alimentaire qui en souffre. C'est l'une des grandes difficultés auxquelles les Canadiens sont confrontés. J'espère que les observations formulées par le ministère de l'Emploi et du Développement social et d'autres ministères, en particulier le ministère des Affaires autochtones, à l'occasion du sommet de juin, seront prises très au sérieux.

Par ailleurs, il faut envisager le développement communautaire rural de manière plus holistique et voir comment les petites entreprises agricoles et alimentaires peuvent être intégrées dans le développement communautaire pour aider les collectivités rurales au Canada à exercer pleinement leur droit à l'alimentation.

[Français]

M. Pierre Breton: Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Breton.

[Traduction]

Monsieur Bagnell, vous disposez de six minutes.

[Français]

L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci aux témoins d'être ici.

[Traduction]

J'ai deux questions.

Vous savez probablement que les habitants de l'Arctique sont ceux qui souffrent le plus de la faim au pays, car ils ont un accès très limité à la nourriture. Ma première question est d'ordre général. Avez-vous des suggestions pour accroître la sécurité alimentaire des populations les plus pauvres?

Ensuite, lorsqu'on a fait la transition du programme Aliments-poste au programme Nutrition Nord, on a dit que cela ne fonctionnerait pas vraiment. Nous cherchons à améliorer Nutrition Nord. Avez-vous des suggestions?

S'il reste du temps... Madame Knezevic, lorsque vous avez parlé de politique sociale et d'innovation, est-ce que cela signifie que les aliments génétiquement modifiés pourraient contribuer à accroître la sécurité alimentaire des populations pauvres? Il y a un mouvement important entourant l'étiquetage de ces aliments. Qu'en pensez-vous?

Voilà pour mes questions. Vous pouvez tous y répondre.

• (1615)

Mme Carla Ventin: J'aimerais répondre à la dernière question que vous avez posée concernant l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés. Nous sommes d'avis que l'emballage des aliments devrait être réservé à l'étiquetage à des fins de santé et de sécurité, étant donné qu'il y a très peu d'espace. On ne peut pas tout inscrire sur l'étiquette. Il n'y a aucune raison, sur les plans de la santé ou de la sécurité, d'étiqueter les aliments qui contiennent des OGM. Par conséquent, nous aimerions que le gouvernement continue d'adopter une approche fondée sur des principes scientifiques en ce qui concerne l'étiquetage.

Il est également important de souligner que le Canada a été reconnu, à l'échelle internationale, pour ses normes en matière de salubrité des aliments, car nous avons un étiquetage nutritionnel scientifique.

Mme Sylvie Cloutier: Je ne vais pas répéter ce que Carla vient de dire au sujet des aliments génétiquement modifiés.

[Français]

En ce qui a trait aux régions éloignées, il faut des projets particuliers de cultures adaptées selon les régions, afin de permettre aux habitants des régions éloignées de subvenir en partie à leurs besoins. Il faudrait installer des serres ou encore avoir une agriculture qui convienne à leur région, bien entendu, mais il faut leur permette aussi de s'approvisionner à l'année. Il faudrait peut-être déménager des animaux de l'est vers le nord. Il faut vraiment repenser la façon de nourrir nos communautés éloignées.

[Traduction]

Mme Irena Knezevic: Je ne prétendrai pas avoir les réponses concernant le Nord, mais j'ai parlé avec des gens qui habitent dans le Nord et qui font des recherches, et il semble que des initiatives de soutien sont déjà en cours. Le Northern Farm Training Institute, par exemple, offre de la formation agricole aux communautés autochtones en tenant compte des réalités culturelles.

L'agriculture et l'aménagement de serres et de jardins dans le Nord sont en fait une question culturelle très délicate pour des raisons historiques importantes. Des programmes tels que le Northern Farm Training Institute et d'autres programmes qui sont offerts dans le Nord et qui visent à renforcer l'accès aux éléments traditionnels et à rétablir le régime alimentaire traditionnel sont des éléments essentiels, tout comme la réforme du programme Nutrition Nord.

Pour répondre à votre question au sujet des aliments génétiquement modifiés, je vais répéter que, selon moi, les technologies sont une approche défailante pour résoudre un problème fondamentalement social. Nous sommes aux prises avec des inégalités sociales que nous essayons de régler au moyen de technologies, alors cela ne va pas fonctionner. Si on veut garantir ce droit à l'alimentation, nous devons penser à l'innovation sociale et envisager ce que les communautés voient comme solution à leurs problèmes d'accès à la nourriture.

Pour ce qui est des OGM, il y a un consensus scientifique à l'heure actuelle selon lequel ils peuvent être consommés sans aucun danger au même titre que n'importe quel aliment conventionnel, mais cela n'empêche pas les conséquences sociales et environnementales associées aux aliments génétiquement modifiés qui se manifestent partout dans le monde.

Je crois que le rapport dont vous avez parlé plus tôt, rédigé par Olivier De Schutter — l'ancien rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, qui a dirigé le Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables —, intitulé « De l'uniformité à la diversité », est l'un des rapports les plus exhaustifs qui existe en ce moment sur la question des systèmes alimentaires. Il souligne le fait que ces nouvelles technologies, qui privilégient les monocultures à grande échelle de trois végétaux fournissant à eux seuls plus de la moitié de l'apport calorifique mondial d'origine végétale, sont la tendance la plus préoccupante à l'heure actuelle. On y dit également qu'il faut diversifier les pratiques liées à la production des aliments, la portée et le type d'organisations sociales, y compris les coopératives, en tenant compte du fait que le secteur de l'alimentation ne se résume pas qu'aux entreprises, mais aussi aux entreprises sociales et aux coopératives. Cela constituera une étape importante si on veut s'attaquer sérieusement à cette question.

J'espère que cela répond à votre question.

L'hon. Larry Bagnell: Chacune d'entre vous appuie le recours à des serres novatrices et approuve le fait que nous donnons des fonds aux peuples autochtones pour la formation en agriculture dans le Nord.

Le président: Merci, monsieur Bagnell.

C'est maintenant au tour de Mme Wagantall, pour six minutes.

Mme Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie de votre présence.

Je viens de la Saskatchewan, et dans ma circonscription, les activités sont fortement axées sur l'agriculture et l'agroalimentaire. Évidemment, c'est un sujet très important pour moi sur divers plans.

Au sujet des quatre grands thèmes, j'aimerais parler plus particulièrement de la préservation de la qualité des sols, de l'eau et de l'air. Au cours de l'été, j'ai pu participer à un sommet sur l'agriculture des Prairies portant sur le carbone tenu par l'association des producteurs agricoles de la Saskatchewan. On y a parlé d'un certain nombre de sujets — par exemple, la séquestration du carbone, la gestion des éléments nutritifs et les rotations —, et j'ai été en mesure de voir des cultures de couverture, durant l'été, et j'ai été étonnée de constater à quel point elles peuvent améliorer rapidement la qualité des sols.

De plus, parmi les sujets abordés, il y avait celui des frontières de la recherche sur le carbone et l'agriculture. Dans cette portion du sommet, le conférencier était le directeur général et chef de la direction du Global Institute for Food Security, Maurice Moloney. Il a été également un professeur chercheur en sciences agricoles au

département de sciences biologiques de l'Université de Calgary. On parle de gens hautement qualifiés qui ont donné leurs points de vue. M. Moloney a parlé du fait qu'en Saskatchewan, il existe déjà, depuis 25 ans, des recherches bien documentées sur la meilleure façon de procéder, et cela se fait déjà. Nous sommes les meilleurs au monde sur le plan de la séquestration du carbone, en fait. Bien d'autres pays s'adressent à nous maintenant pour en apprendre sur la culture sans labour et savoir comment nous nous occupons de nos pâturages, par exemple.

La Saskatchewan le fait déjà depuis 25 ans. Les mesures incitatives existent en raison de l'attachement profond des gens à la terre et, bien entendu, parce que nous devons en prendre soin si nous voulons qu'elle produise les récoltes souhaitées. Il a dit également qu'avec les innovations et ce qui se fait de façon naturelle déjà ici, au cours de la prochaine décennie, nous nous occuperons de toute séquestration du carbone liée aux sables bitumineux à partir de ce que fait déjà la Saskatchewan.

Lorsqu'il est question de l'accès à des aliments abordables et des coûts de la production alimentaire, avez-vous des observations à faire sur les répercussions que l'imposition d'une taxe sur le carbone aura sur la production alimentaire au Canada et sur les effets que cela aura sur l'insécurité alimentaire — à une certaine époque de ma vie, lorsque j'étais étudiante, j'ai dû moi-même recourir à des banques alimentaires —, etc.? J'aimerais connaître votre point de vue, Irene, si vous voulez répondre à la question.

● (1620)

Mme Irena Knezevic: J'hésite à parler d'une taxe en particulier parce que je représente un très vaste réseau de chercheurs.

Toutefois, ce dont vous parlez, les pratiques qui sont liées à la séquestration du carbone et à la régénération des sols, fait en sorte que notre approche à l'égard de l'agriculture durable va au-delà du pilier qui ne porte que sur la préservation. Cela nous amène à un sujet qui a fait l'objet de discussions lors du sommet de l'alimentation qui a eu lieu en juin, soit la régénération de nos écosystèmes.

Réfléchir à ces démarches agroécologiques qui non seulement limitent les dommages causés à nos sols et au reste de l'environnement, mais peuvent aussi nous aider à régénérer les sols et les écosystèmes, c'est très prometteur. Le pilier nous oblige également à penser à la biodiversité, aux espèces d'insectes et aux micro-organismes terricoles qui existent dans les sols. Voilà les choses qui seront bénéfiques non seulement pour la société dans son ensemble, mais également pour les agriculteurs, car à long terme, le coût des intrants dont ils ont besoin pour utiliser le sol sera réduit au minimum.

J'hésite à parler de la taxe.

Mme Cathay Wagantall: Je comprends. Merci.

[Français]

Mme Sylvie Cloutier: Je ne peux pas vous répondre en ce qui concerne l'agriculture, mais pour ce qui est de la transformation des aliments, c'est une industrie qui émet peu de dioxyde de carbone actuellement, parce qu'on utilise une énergie qui est considérée comme propre, surtout au Québec et en Ontario. Les transformateurs alimentaires travaillent selon la chaîne allant de la terre à la table, et ils travaillent de très près avec des scientifiques et des groupes environnementaux afin d'améliorer la condition des sols et de l'agriculture, du moins au Québec.

Notre industrie revalorise également l'ensemble de ses déchets, organiques ou autres. Notre industrie se prend en main parce que nous savons très bien que le développement durable nous permettra de survivre au cours des prochaines centaines d'années.

[Traduction]

Mme Cathay Wagantall: Merci.

Rapidement, nous parlons de sensibiliser les gens et de les encourager à manger plus sainement. Mon mari a reçu un diagnostic de diabète et on lui a dit que c'était une maladie évolutive et qu'il devait commencer à prendre des médicaments. Il a dit qu'il ne ferait pas les choses de cette façon. Pour l'essentiel, il contrôle son alimentation. Cela signifie qu'il en retire à peu près tout ce qui contient du sucre ou des glucides, qu'il consomme de vrais aliments et qu'il fait de l'exercice. Au grand étonnement de son médecin, il contrôle son diabète — lorsqu'il se comporte bien.

Cependant, cela a demandé énormément d'efforts. En même temps, la majorité des Canadiens ne sont pas prêts à déployer tant d'efforts. Comment sensibiliser les jeunes alors qu'ils ont toutes ces choses délicieuses sous les yeux en tout temps?

Le diabète constitue un énorme problème au Canada. Nous ne voulons pas parler de ces questions, mais le fait est qu'il y a des coûts pour notre système de santé.

• (1625)

Mme Irena Knezevic: Pat Vanderkooy, de Diététistes du Canada, fait partie du prochain groupe de témoins qui comparaitront. Elle est probablement mieux en mesure de répondre à la question.

Le président: Malheureusement, le temps est écoulé, madame Wagantall. Vous aurez peut-être l'occasion... J'imagine que non, car il s'agit de la dernière intervention.

Il ne nous reste plus de temps. Je vous remercie de votre présence.

Mesdames Knezevic, Cloutier et Ventin, je vous remercie d'avoir comparu devant nous.

Avant que nous prenions une pause, je veux souligner que nous allons suspendre la séance à 17 h 15. Un vote aura lieu, de sorte qu'à 17 h 15, nous partirons. Je voudrais que nous remettions les travaux du Comité à jeudi, si cela vous va, puisque MM. Drouin et Berthold ne sont pas présents.

M. John Barlow: Ce serait très bien.

• (1630)

Le président: Nous allons suspendre la séance. Encore une fois, je remercie les témoins.

• (1625)

(Pause)

• (1630)

[Français]

Le président: Bienvenue à la deuxième heure de la séance. En fait, cette heure sera réduite à 45 minutes en raison d'un vote.

Nous allons commencer tout de suite.

Au cours de cette deuxième heure, nous recevons M. Cam Dahl, président de Céréales Canada.

[Traduction]

Nous accueillons Mme Pat Vanderkooy, directrice des affaires publiques, de l'alimentation et de la nutrition de Diététistes du Canada. Nous accueillons également M. Gordon Bacon, directeur général de Pulse Canada. Bienvenue à chacun.

Nous allons tout d'abord entendre des exposés d'au plus sept minutes. Allez-y si vous le souhaitez, monsieur Dahl.

M. Cam Dahl (président, Céréales Canada): Merci beaucoup, monsieur le président.

Chers membres du Comité, je suis très heureux de comparaître de nouveau devant vous. Je m'appelle Cam Dahl et je suis président de Céréales Canada.

Pour vous présenter brièvement Céréales Canada, nous sommes un regroupement des chaînes de valeur. Nous rassemblons des agriculteurs, des semenciers, des spécialistes de l'amélioration des cultures, des exportateurs et des transformateurs. L'objectif de cette vaste collaboration entre partenaires de divers horizons est d'accroître la compétitivité nationale et internationale des industries céréalières canadiennes. Céréales Canada est dirigé par un conseil d'administration composé de 18 administrateurs représentatifs de chacun de ces groupes.

Pour vous mettre un peu en contexte, Céréales Canada appuie les efforts du gouvernement du Canada dans l'élaboration d'une stratégie alimentaire globale. Nous convenons que les quatre grands thèmes ciblés correspondent aux principaux éléments qui bénéficieraient d'une politique interministérielle et interdisciplinaire. Il s'agit, plus précisément, d'améliorer l'accès à des aliments abordables, d'améliorer la salubrité des aliments et la santé, de préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air et de produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure.

Chacun de ces quatre grands thèmes est très vaste et complexe en soi. Ce n'est pas une mince affaire que d'établir des objectifs généraux qui font consensus entre les divers ministères du gouvernement du Canada, des provinces et des territoires, les organisations gouvernementales, les leaders du monde agricole et les entreprises, puis il faudra également élaborer des politiques permettant l'atteinte de ces objectifs.

C'est en raison de la complexité de ces enjeux que Céréales Canada vous fait sa plus importante recommandation: ne précipitez pas les choses et ne laissez pas les échéances dicter le processus. Nous savons que bien des parties exercent de grandes pressions pour qu'une politique alimentaire nationale soit mise en place rapidement. Nous estimons que ce serait une erreur. Une politique conçue à la hâte sera nécessairement déficiente, puisqu'il lui manquera des éléments clés importants à la fois pour la société canadienne dans son ensemble et les producteurs agricoles canadiens.

Il est plus important de prendre le temps nécessaire pour bien réfléchir à la politique que de respecter des échéances. La première étape pour bien démarrer le processus est l'adoption de principes de gouvernance forts et efficaces qui orienteront les efforts en vue d'un consensus. Ainsi, le témoignage de Céréales Canada met principalement l'accent sur l'adoption de principes de gouvernance efficaces. Nous estimons essentiel de nous doter d'un cadre rigoureux à l'amorce de l'élaboration de cette politique afin de favoriser un consensus sur les grands objectifs stratégiques.

Nous parlerons un peu plus tard de la nécessité de consultations ciblées sur les quatre thèmes stratégiques, mais j'aimerais mettre l'accent sur la gouvernance.

Céréales Canada propose la création d'un conseil national de la politique alimentaire, qui aurait le vaste mandat de conseiller les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux dans l'élaboration d'une politique nationale.

Ce conseil rassemblerait divers acteurs, tout en créant des liens avec le cadre qui oriente déjà Agriculture et Agroalimentaire Canada. Céréales Canada estime que les principaux piliers d'une bonne gouvernance dans l'élaboration de la politique alimentaire du Canada devraient être l'agriculture, la société civile et la représentation interministérielle du gouvernement du Canada, des provinces et des territoires. Nous croyons que ce sont ces éléments qui paveront la voie à la recherche et à l'élaboration de politiques sur des enjeux et produits précis.

Il faut assurer une vaste représentation de partout au Canada, des divers secteurs de l'économie et des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux si nous voulons nous doter d'une politique alimentaire nationale globale. C'est tout simplement inévitable. Cependant, les principes de bonne gouvernance dictent que la composition du conseil soit limitée par souci d'efficacité. Céréales Canada propose qu'il ne puisse pas englober plus de 60 personnes au total. Nous proposons qu'il comprenne 16 représentants du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 16 représentants de la société civile et 24 représentants des ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux, y compris la présidence, qui devrait à notre avis incomber à Agriculture et Agroalimentaire Canada.

J'aimerais vous parler un peu plus en détail de la représentation du secteur agricole et agroalimentaire. Céréales Canada estime que la structure de base des consultations des sous-secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire canadien est déjà en place grâce aux tables rondes sur les chaînes de valeur. Nous proposons donc que les présidents des tables rondes que je vais vous nommer représentent l'industrie au conseil national de la politique alimentaire.

Je vais vous en lire la liste, pour illustrer à quel point cette représentation sera complète. Nous avons un comité sur la salubrité des aliments, une table ronde du boeuf, le Plan environnemental national de la ferme, la table ronde sur la transformation des aliments, la table ronde sur les grains, la table ronde de l'horticulture, une table ronde sur les aliments biologiques, une autre sur le porc, une table ronde sur la volaille, une autre sur les légumineuses et d'autres encore sur les fruits de mer, les semences, les ovins, les cultures spéciales, le boeuf durable et les cultures durables.

• (1635)

Cette structure comporte de grands avantages. Premièrement, les tables rondes en général représentent bien le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire canadien. De plus, chacune de ces tables rondes bénéficie d'une vaste représentation du sous-secteur ciblé. S'il y a lieu, les organisations non gouvernementales et la société civile y sont même représentées, et je mentionne particulièrement les tables rondes sur le boeuf durable et les cultures durables. Ensuite, et c'est important, ce lien avec les tables rondes permettra au conseil national de la politique alimentaire de déléguer certains aspects pointus de la recherche et de l'élaboration de politiques aux représentants compétents du gouvernement et de l'industrie. Ainsi, le conseil sera mieux à même de saisir toute la complexité des enjeux que j'ai mentionnés en introduction.

Pour ce qui est de la société civile, je n'oserai pas nommer de groupes ou de représentants de la société civile qu'il me semblerait pertinent d'inclure au conseil national de la politique alimentaire, mais nous sommes persuadés que les principes qui s'appliquent aux recommandations en matière d'agriculture devraient s'appliquer aux choix des représentants de la société civile, c'est-à-dire qu'il faut assurer une vaste représentation des points de vue. Les représentants sélectionnés devraient avoir une perspective nationale et ils devraient être choisis de manière à ce que le conseil national de la politique

alimentaire puisse leur déléguer certains aspects pointus de la recherche et de l'élaboration de politiques.

Enfin, Céréales Canada serait favorable à l'idée de confier les rôles de l'élaboration de la politique alimentaire du Canada ainsi que du conseil national de la politique alimentaire à Agriculture et Agroalimentaire Canada. Nous recommandons donc que le conseil national soit présidé par un haut responsable du ministère. De plus, à titre de ministère responsable pour le gouvernement du Canada, AAC assurerait les services de secrétariat du conseil.

Il est important d'assurer une vaste représentation des divers ministères touchés. Je les énumère dans mon mémoire. Je n'en lirai pas toute la liste, mais elle comprend Santé Canada, pour la recherche, Agriculture et Agroalimentaire Canada, bien sûr, Affaires autochtones et du Nord Canada, Développement social et Commerce. La liste est assez longue...

Le président: Malheureusement, nous n'avons plus de temps. Je vous remercie de votre exposé.

Madame Vanderkooy, vous avez sept minutes.

Mme Pat Vanderkooy (directrice, Affaires publiques, alimentation et nutrition, Diététistes du Canada): Merci.

Je m'appelle Pat Vanderkooy et je représente Les diététistes du Canada. Nous sommes l'ordre professionnel national de notre profession de la santé réglementée. Nous faisons preuve de leadership dans la formulation d'une politique alimentaire et nutritionnelle.

Nous félicitons à notre tour le gouvernement de diriger l'élaboration d'une politique alimentaire pour le Canada. C'est un projet qui nous enthousiasme beaucoup. Pour nous assurer que le mandat et la vision nécessaires à une telle politique soient respectés, nous faisons cinq recommandations. Je consacrerai probablement la majorité de mon temps aux deux premières.

Notre recommandation numéro un est que la politique alimentaire pour le Canada inclue la nutrition et la santé comme principaux facteurs stratégiques permettant d'assurer la viabilité du système alimentaire et l'adoption d'une alimentation saine.

Il faut modifier les habitudes alimentaires si l'on veut réduire le fardeau des maladies liées au régime alimentaire. L'intégration complète de la politique à une vision commune de la santé de la population et à la viabilité sociale, écologique et économique du système alimentaire joue un rôle important. Les apports caloriques élevés et la surconsommation d'aliments et de boissons à haute teneur en sodium, en sucres, en acides gras saturés et en gras trans contribuent à ces maladies. Les complications qui y sont liées ont d'autres répercussions sur la santé physique et mentale, faisant diminuer la capacité de travailler et augmenter le nombre de décès prématurés. Elles ont donc un effet très direct sur notre économie.

Nous avons besoin de changements dans notre approvisionnement en nourriture, particulièrement en ce qui touche les aliments à valeur ajoutée. Les cinq dernières décennies illustrent à quel point les habitudes alimentaires des consommateurs ont changé, avec des conséquences graves pour la santé et des coûts très importants pour le système de santé et l'environnement. Ce sont des coûts externes. Les acteurs du système alimentaire que nous mentionnons souvent dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ne paient pas directement ces coûts. Les consommateurs ont besoin de contextes alimentaires sains pour pouvoir faire automatiquement des choix santé. Je dois pouvoir acheter une boîte de tomates sans sel au prix régulier plutôt que de devoir payer plus cher pour avoir le privilège d'acheter des tomates sans sel, pour ainsi dire.

Quels sont les coûts des maladies liées au régime alimentaire? Au Canada, on estime que les cinq principales maladies liées au régime alimentaire coûtent 26 milliards de dollars par année, en dépenses de santé directes et indirectes seulement. L'ASPC estime les dépenses totales, si l'on tient compte des coûts de la main-d'oeuvre et des décès prématurés, à environ 68 milliards de dollars. Nous payons pour cela. Nous payons tous pour cela. Nous le payons en argent et nous le payons en coûts pour notre société, vraiment. Comme vous le savez, quand une personne entre dans le système de santé, elle perd beaucoup de temps. Cela crée beaucoup d'angoisse. Notre système de santé est surchargé. Nous devons faire des choix de plus en plus difficiles.

En revanche, les revenus provenant des entreprises de production alimentaire nous permettent d'injecter 21 milliards de dollars dans l'économie canadienne chaque année. Ces estimations de coûts proviennent de l'analyse des coûts de l'étiquetage nutritionnel qui a été présentée quand le tableau de la valeur nutritive a été mis à jour. On parle donc de coûts de 26 milliards de dollars, ou de coûts totaux de 68 milliards de dollars, comparativement à un investissement de 21 milliards de dollars de l'industrie alimentaire. Ce n'est pas très rentable.

Je ne laisse pas entendre que nous pouvons éliminer totalement les maladies liées au régime alimentaire ni qu'elles ne sont que le résultat de ce que nous faisons dans l'industrie agroalimentaire, mais je crois qu'il faut de toute urgence revoir les priorités de notre système alimentaire et changer la composition de l'approvisionnement alimentaire si nous voulons que les choix par défaut deviennent des choix sains. Il faut réfléchir à nos priorités dans les cultures, dans la production et dans nos procédés de fabrication. L'industrie agroalimentaire d'aujourd'hui doit continuer de reformuler les produits alimentaires, dans toute la mesure du possible.

Je dois souligner, toutefois, qu'on le fait déjà et qu'il faut continuer de le faire. C'est la raison pour laquelle nous appuyons la Stratégie sur l'alimentation saine qui fait partie du mandat de Santé Canada. Elle fait partie de son mandat tout comme la politique alimentaire.

• (1640)

Nous travaillons à concevoir des produits alimentaires plus sains. Ce virage doit comprendre d'éliminer les gras trans, de surveiller le sodium, de mettre en oeuvre un étiquetage sur le devant de l'emballage et de restreindre le marketing destiné aux enfants. Dans le cadre d'une politique alimentaire pour le Canada, la nouvelle définition nutritionnelle, assortie de principes directeurs fondés sur des données probantes et de considérations environnementales, doit éclairer les orientations stratégiques.

Notre deuxième recommandation est que la politique alimentaire pour le Canada permette de relever les défis pressants et de tenir compte des particularités des réseaux alimentaires des collectivités autochtones éloignées du Nord, particulièrement de l'insécurité alimentaire chez les Autochtones.

Un ménage sur huit vit en situation d'insécurité alimentaire. Je pense que c'est aussi la proportion des ménages qui souffrent de problèmes d'insalubrité alimentaire. En fait, quand on regarde la prévalence de la maladie dans la population, une personne sur quatre souffre de l'une seule des maladies liées au régime alimentaire, soit le diabète et le pré-diabète. Donc quand on dit qu'un ménage sur huit souffre dans une certaine mesure d'insécurité alimentaire, quand on parle de l'accessibilité des aliments, la première question qui ressort est celle de l'insuffisance des revenus.

• (1645)

Le président: Je vais devoir vous demander de conclure. Votre temps est presque écoulé.

Mme Pat Vanderkooy: Le concept du revenu suffisant est tel que les aliments sont abordables dans les régions où la population a de bons revenus, mais qu'ils ne le sont pas là où les gens ont de faibles revenus. Il faut donc parler de soutiens aux revenus et de soutiens locaux.

Nutrition Nord Canada subventionne le transport vers des collectivités triées sur le volet pour permettre aux habitants d'acheter des aliments frais en magasin. Toutefois, l'organisme n'atténue pas directement l'insécurité alimentaire, ni ne cible la population qui souffre d'insécurité alimentaire, pas plus qu'il ne facilite l'accès aux aliments traditionnels et locaux.

Le président: Merci, madame Vanderkooy. Nous devons nous arrêter ici.

Monsieur Bacon, vous avez sept minutes.

M. Gordon Bacon (directeur général, Pulse Canada): Merci.

Je m'attaquerai directement au vif du sujet en vous parlant du pilier de l'amélioration de la santé et de la salubrité des aliments.

À mon avis, l'amélioration de la santé des Canadiens devrait être le principal fondement de la politique alimentaire du Canada. Depuis longtemps, le gouvernement est obsédé par la réglementation comme principal outil pour améliorer la santé. Un règlement visant à réduire la quantité de sel ou de sucre dans les aliments ne changera en rien l'utilisation que font les consommateurs de la salière ou du bol de sucre.

Le gouvernement pourrait s'appliquer davantage à éduquer les consommateurs aux régimes alimentaires afin d'orienter leur choix d'aliments. Le fait d'inscrire la valeur nutritionnelle et les bienfaits des aliments pour la santé sur l'emballage participe à l'éducation des consommateurs, en plus d'inciter l'industrie à innover et à reformuler ses produits afin d'offrir des aliments plus sains et plus durables. Il sera essentiel d'accroître la présence de sources d'information crédibles, comme des directives nutritionnelles du gouvernement, afin d'établir des repères pour que les consommateurs soient informés de ce qu'englobe un régime alimentaire sain. L'élaboration de la politique alimentaire est l'occasion d'agir contre l'obésité et les maladies liées aux régimes alimentaires chez les Canadiens, puis d'en évaluer le succès grâce à des réductions mesurables de la prévalence des maladies liées aux régimes alimentaires.

La salubrité des aliments est suffisamment importante pour être incluse dans le thème de l'amélioration de la santé et de la salubrité des aliments, ainsi que dans celui de l'amélioration de l'accès à des aliments abordables. L'accès à l'eau et à des aliments sains est un droit de la personne fondamentale. Il faut définir clairement, dans toute discussion sur la salubrité des aliments, quel est le problème à corriger. Le Canada a déjà d'excellentes règles sur la salubrité des aliments. L'adoption de nouvelles règles ou de normes plus strictes ne viendra pas remplacer l'application à proprement parler des règles actuelles. Nous devons tous nous demander si la multiplication des règles peut vraiment améliorer la salubrité des aliments. Il faudrait peut-être plutôt mettre l'accent sur l'éducation des consommateurs pour assurer la salubrité à la maison et travailler de concert avec les producteurs alimentaires pour que les règles actuelles soient respectées du début à la fin de la chaîne de valeur.

Concernant l'accès à des aliments abordables, j'aimerais faire la distinction entre les aliments et les régimes alimentaires. Divers aliments peuvent contribuer individuellement à répondre aux besoins nutritionnels, mais ce sont les habitudes alimentaires globales qui ont la plus grande incidence sur les indicateurs à long terme de la santé. La politique alimentaire pourrait être plus percutante si elle mise sur l'accès à un régime équilibré abordable plutôt que sur l'accès aux aliments individuellement.

Il y a ensuite la préservation de la qualité des sols, de l'eau et de l'air. Permettez-moi de vous parler un peu du plus grand changement qui s'opère dans le milieu de l'innovation alimentaire mondial et de ce à quoi il faut le plus porter attention pour établir de bonnes bases stratégiques au Canada et dans le monde. Nous reconnaissons tous que la production mondiale d'aliments a une grande incidence sur la planète. Je vous épargne les statistiques. Je conviens qu'il faut mettre l'accent sur les aliments dans notre plan de durabilité environnementale.

Il faut avoir une discussion stratégique sur la consommation d'aliments pour que les consommateurs comprennent l'incidence de leurs décisions. Jason Clay, du Fonds mondial pour la nature, a soulevé une question très intéressante à la dernière réunion du Centre canadien sur l'intégrité des aliments: « Les gens devraient-ils pouvoir choisir des produits durables ou tous les choix devraient-ils être durables? »

À mon avis, nous faisons une fixation sur l'agriculture et les produits eux-mêmes, alors que nous devrions évaluer l'impact écologique du régime alimentaire. Il ne suffira pas d'apporter de petites améliorations ici et là à ce que nous faisons déjà à la ferme. Il faut réfléchir à ce qu'on met dans la boîte ou dans l'emballage alimentaire, quel qu'il soit, réfléchir aux régimes alimentaires, à la formulation des aliments et aux innovations possibles en transformation et en conservation des aliments pour réduire l'utilisation de l'eau, le gaspillage alimentaire et toutes sortes de répercussions environnementales. On passe complètement à côté de tout cela en ne mettant l'accent que sur la durabilité à la ferme.

La politique alimentaire pour le Canada doit mettre l'accent sur les aliments et les choix des consommateurs. L'attention qu'on porte à la durabilité dans la politique alimentaire doit au moins permettre de faire en sorte que les consommateurs aient accès à toute l'information voulue sur la durabilité pour faire des choix éclairés quant aux aliments qu'ils choisissent à l'épicerie. Il faut d'abord nous concentrer sur ce qui entre dans le panier d'épicerie et non sur ce qui entre dans le silo à grain.

Nous avons besoin de mesures nutritionnelles pour évaluer la santé humaine et la durabilité écologique. La politique alimentaire de la Suède, dont j'ai un exemplaire ici, commence en ces mots:

En matière d'alimentation, il est facile de se concentrer sur les nutriments ou les aliments individuellement, à l'exclusion de toute autre chose, mais tous les aspects sont interreliés, donc il importe de conserver une vision globale.

Cet énoncé témoigne de la nécessité d'une nouvelle approche, et beaucoup de pays ont déjà changé le cap. Nous devons veiller à ce que le Canada favorise une approche globale plutôt que l'ancienne approche facile remâchée.

Je ne peux clore sur la durabilité sans vous mentionner le rôle de l'agriculture canadienne dans l'alimentation mondiale. Il faut reconnaître, dans la politique alimentaire pour le Canada, que nous sommes un pays exportateur et que nos décisions auront une incidence mondiale, puisqu'elles toucheront bien des consommateurs à l'extérieur du Canada.

La façon dont nous abordons actuellement la politique alimentaire et environnementale fait totalement abstraction de facteurs de succès fondamentaux, comme l'éducation des consommateurs, le lien direct à faire entre la politique et une réduction mesurable des émissions de gaz à effet de serre, la nécessité d'assurer l'accès à des aliments abordables et le positionnement nécessaire du Canada pour attirer les investissements essentiels à la croissance économique dans les domaines de la production et de la transformation des aliments. Cet éclairage montre clairement que nous n'avons pas encore trouvé la bonne approche pour gérer les aliments et protéger l'environnement.

•(1650)

La politique alimentaire du Canada doit correspondre aux objectifs en matière de croissance économique et de création d'emplois. Le gouvernement peut stimuler la compétitivité et l'innovation en proposant des mesures incitatives pour offrir aux consommateurs des aliments qui contribuent à l'atteinte des objectifs ayant trait à la santé et à la durabilité. Pensons tout d'abord à la façon dont les politiques et les règles fiscales peuvent stimuler positivement le changement. Les gouvernements peuvent eux aussi penser davantage à utiliser la carotte que le bâton.

Comme le Canada est un marché relativement petit, les entreprises canadiennes doivent se tourner vers l'étranger pour leur croissance. Par conséquent, le gouvernement canadien devrait comprendre comment ses politiques et ses règles s'harmonisent avec celles de nos partenaires commerciaux, comme les États-Unis et l'Europe. Les objectifs des divers pays en matière de santé et de durabilité ne sont pas vraiment différents. Nous pouvons donc nous demander pourquoi notre approche en vue de nous attaquer à ces défis devrait être différente.

Il y a 36,7 millions de Canadiens, et chacun d'entre nous a une opinion sur les aliments. La réussite de notre politique alimentaire sera mise à l'épreuve chaque fois qu'un Canadien se rendra à l'épicerie ou qu'il regardera un menu dans un restaurant. Il ne fait aucun doute qu'une sensibilisation est nécessaire pour transformer l'approche des consommateurs envers la nourriture. Ce changement nécessaire dans le comportement des consommateurs devrait être à la base de la façon dont le gouvernement décide de réglementer ce qu'une entreprise peut faire et dire pour assurer la salubrité des aliments et veiller à ce que les consommateurs soient au courant du brillant avenir qui nous attend. Enfin, une politique alimentaire canadienne doit créer des possibilités économiques et aussi rendre accessible une alimentation saine aux Canadiens vivant en situation d'insécurité alimentaire.

Par conséquent, les trois éléments pour la réussite d'une politique alimentaire incluront la sensibilisation, une réglementation progressive et des mesures pour stimuler l'innovation.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Bacon.

Nous commencerons notre série de questions de six minutes par M. Barlow.

M. John Barlow: Merci beaucoup, monsieur le président, et merci à nos témoins de leurs excellents renseignements. C'est instructif. Je vais boire de l'eau, plutôt que du thé, pour le reste de la journée, étant donné que vous avez mentionné certaines données sur les maladies liées au régime alimentaire. Je suis conscient que c'est un élément que nous devons aborder pour nous attaquer à la cause profonde, plutôt qu'aux conséquences, de certains de ces problèmes. Je comprends ce que vous dites.

L'une de mes réserves au sujet de la politique alimentaire est que je crois que cela servira de base à un nouveau guide alimentaire canadien. Je crois que M. Bacon a montré le guide alimentaire suédois. Ce qui m'inquiète, c'est que nous semblons choisir des gagnants et des perdants dans le secteur agricole. Nous délaissions les protéines animales, comme le poulet et le boeuf, et nous encourageons les Canadiens à consommer seulement des protéines végétales. Je ne crois pas que c'est le devoir du gouvernement et surtout du Comité de l'agriculture de choisir les gagnants et les perdants dans le secteur agricole. Je considère que ce sont tous des choix sains.

J'aimerais avoir votre opinion. Est-ce un thème dont vous avez discuté avec vos membres? Que pensez-vous de ce que je considérerais comme des changements majeurs à notre guide alimentaire canadien, soit le choix de gagnants et de perdants dans le secteur agricole?

Monsieur Dahl, allez-y.

M. Cam Dahl: Ce n'est pas un sujet sur lequel s'est penché Céréales Canada, mais je sais que c'est un aspect qui inquiète considérablement certains de mes membres. Cela revient encore une fois à nous assurer de fonder nos décisions, en particulier celles de nos organismes de réglementation, sur des données scientifiques et non sur ce qui se trouve sur Internet.

•(1655)

M. John Barlow: Madame Vanderkooy, allez-y.

Mme Pat Vanderkooy: Je dirais que le message que nous entendons de Santé Canada par rapport au guide alimentaire correspond énormément à ce que prônait le guide alimentaire par le passé. Je suis donc un peu étonnée de certaines réactions que nous avons entendues. Je ne suis pas certaine si le guide alimentaire et l'importance accordée aux sources de protéines végétales et animales sont différents du message qui était diffusé par le passé.

Si nous prenons les quantités qui ont été proposées en ce qui concerne les portions, elles étaient petites comparativement à ce que bon nombre de Canadiens considèrent comme une portion régulière. En fait, je crois que c'est tout simplement que vous entendez différemment le message maintenant. L'équilibre entre des sources de protéines animales et végétales n'est pas différent de ce que nous avons par le passé dans le guide alimentaire. À mon avis, ce n'est pas une crise, et il ne manque pas de données probantes, parce que nous en avons.

Santé Canada a entrepris un examen exhaustif des données probantes. Si nous consommons une grande quantité de viande rouge et de viande transformée, nous savons que l'incidence de cancer est plus élevée. Voilà pourquoi les autorités ont dit de consommer une moins grande quantité de viande rouge. Outre cela, elles ont seulement parlé en général des sources de protéines végétales du point de vue de la durabilité environnementale et en vue d'avoir une bonne santé en général.

M. John Barlow: Gordon, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Gordon Bacon: Oui. Je n'aime pas faire la distinction entre les sources de protéines animales et végétales. Je crois que c'est un ensemble. Je crois qu'il faut nous concentrer sur l'occasion que nous avons d'atteindre nos objectifs — la santé humaine, la durabilité environnementale, l'accès à des aliments abordables — et la voie à suivre pour y arriver.

À mon avis, le guide alimentaire actuel est désuet à de nombreux égards; nous devons vraiment le modifier. L'introduction dans le

guide alimentaire se fonde sur l'ancienne approche, à savoir mettre l'accent sur les divers nutriments ou des aliments précis.

Voici un petit exemple de changement, et c'est un exemple pour Cam au sujet de la collaboration entre les céréales et les légumineuses. Vous pouvez aller à l'épicerie et trouver un pain A qui contient trois fois plus de fibres et deux fois plus de protéines qu'un pain B. Comment pouvons-nous recommander une quantité de pain qu'une personne devrait consommer lorsque nous avons une aussi grande variété dans les produits?

Selon moi, si nous voulons stimuler l'innovation, la diversification et l'accessibilité relativement aux produits alimentaires, nous devons examiner les résultats. Voilà pourquoi j'ai dit que nous devons passer à une approche axée sur les régimes alimentaires au lieu de formuler des recommandations sur les divers nutriments ou des aliments précis. Je crois que les données probantes démontrent que nous devons adopter des approches axées sur les régimes alimentaires et ainsi conseiller les consommateurs. Je suis persuadé que les diététiciens seraient d'accord.

Mme Pat Vanderkooy: C'est l'essence du premier principe directeur dans la nouvelle publication de Santé Canada.

M. John Barlow: Oui. Je vous remercie. J'espère que Santé Canada prête attention à vos commentaires, parce que — et je crois que la majorité d'entre nous a vu la première ébauche du guide alimentaire canadien — le guide canadien ne mentionne pas explicitement cet équilibre. Il est question de manger moins de protéines animales, et le guide nous encourage à manger des légumes. De toute façon...

Mme Pat Vanderkooy: Ce n'est pas ainsi que je l'ai compris. Le principe directeur mentionne une alimentation équilibrée et énumère tous les aliments.

M. John Barlow: Eh bien, ce n'est pas ainsi que je l'ai compris. Merci de votre commentaire.

Mme Pat Vanderkooy: D'accord. Les diététiciens ne l'expliqueraient pas aux gens en disant que le végétalisme est la voie à suivre.

M. John Barlow: D'accord. Je comprends.

Mme Pat Vanderkooy: Le végétalisme est une voie parmi tant d'autres, mais ce n'est pas la seule.

M. John Barlow: Ma dernière question s'adresse à MM. Dahl et Bacon.

J'ai rencontré certains de vos intervenants et de vos membres à Winnipeg il y a environ un mois. L'un des éléments qu'ils ont soulevés énergiquement est l'accès à des aliments abordables, et c'est un aspect important de la question. Comment pouvons-nous continuer d'être en mesure d'offrir des aliments abordables aux Canadiens si le gouvernement libéral va de l'avant avec l'adoption de changements fiscaux pour les petites entreprises et d'une taxe sur le carbone et l'élimination des bons de paiement en espèces différés pour la livraison de grains? Toutes ces mesures augmenteront considérablement les coûts de production pour nos agriculteurs sur le terrain.

Avez-vous entendu des commentaires de vos membres à ce sujet?

Le président: Sur ce, je dois vous arrêter là. Vous aurez peut-être l'occasion de le faire en répondant à d'autres questions.

Merci, monsieur Barlow.

Madame Nassif, vous avez six minutes.

[Français]

Mme Eva Nassif (Vimy, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je voudrais remercier nos trois invités de leurs présentations.

Je veux m'adresser à Mme Vanderkooy.

Certaines personnes disent qu'il devrait y avoir une collaboration intergouvernementale, une collaboration avec les leaders de l'industrie, ainsi qu'un mécanisme de gouvernance. Certains disent que ce mécanisme pourrait prendre la forme d'un conseil, mais il pourrait s'agir d'autre chose.

La question est ultimement liée à l'autorité et à la gouvernance. Selon vous, quel pouvoir concret ce mécanisme de gouvernance devrait-il avoir? Quelle en serait la mission?

• (1700)

[Traduction]

Mme Pat Vanderkooy: Le troisième point dont je n'ai pas eu le temps de parler portait sur un mécanisme de gouvernance. Un groupe d'intervenants intersectoriels auquel j'ai participé vient de présenter un livre blanc sur la gouvernance. Nous avons en fait parlé de ce que Cam a mentionné, soit un conseil de la politique alimentaire pour le Canada. À mon avis, le seul point que j'aimerais ajouter à la description de Cam d'un conseil de la politique alimentaire pour le Canada serait de nous assurer de la présence d'une bonne représentation pour discuter également des piliers. Dans la société civile, il y a de nombreux organismes qui s'intéressent à la santé et à la durabilité environnementale.

C'est mon seul commentaire; je recommande que le conseil de la politique alimentaire représente les divers points de vue, y compris les opinions au sujet des divers piliers de la politique alimentaire. Nous aurions donc l'accessibilité — par conséquent, la réduction de la pauvreté et la lutte contre l'insécurité alimentaire —, la santé, l'environnement et les conséquences économiques pour le secteur agricole.

Mme Eva Nassif: Aimerez-vous ajouter quelque chose, monsieur Dahl?

M. Cam Dahl: Oui. J'aimerais ajouter quelque chose.

Nous avons presque exclusivement mis l'accent sur la gouvernance dans notre exposé en raison de son importance. Si la gouvernance ne va pas, peu importe les autres politiques dont nous discutons, ce sera voué à l'échec. Si les Canadiens, les agriculteurs et le reste de l'industrie n'ont pas l'impression d'être représentés dans un conseil de la politique alimentaire, les gens n'auront pas l'impression que ce conseil est représentatif des Canadiens. Si ce conseil n'est pas vu comme étant représentatif des Canadiens, ce sera voué à l'échec.

Le reste de nos points ne sont pas sans importance; ils sont très importants. Cependant, si la gouvernance de ce processus ne va pas, tout le reste que nous ferons sera voué à l'échec.

Voilà pourquoi nous avons mis l'accent dans notre mémoire — je crois que vous avez une copie du mémoire que nous avons soumis — sur l'importance de bien faire les choses au sujet de la gouvernance et de nous assurer que les divers intervenants sont représentés. Je me concentre évidemment sur l'agriculture et je m'assure que le secteur est adéquatement représenté. Au-delà de cela, nous devons nous assurer d'avoir en place des moyens de consultation et de rendre des comptes aux secteurs concernés.

Si nous ne le faisons pas, les autres choses dont nous parlons n'ont pas d'importance, parce que cela ne fonctionnera pas.

Mme Eva Nassif: Monsieur Bacon, aimerez-vous ajouter quelque chose?

M. Gordon Bacon: J'ai peut-être une perspective légèrement différente.

Nous avons un très grand nombre de ministères. Je crois qu'une politique alimentaire peut servir au départ d'inspiration, puis nous laissons aux intervenants déterminer comment y arriver. Notre groupe a moins mis l'accent sur la gouvernance. Nous ne considérons pas cela comme une question opérationnelle courante, étant donné que cela vise à établir une vision par rapport à ce que nous voulons faire. Nous laissons ensuite les divers ministères — l'ensemble de l'industrie alimentaire et du secteur de l'agriculture primaire — déterminer comment nous y arriverons. Enfin, nous examinons plus tard la situation pour voir les progrès que nous réalisons.

Je n'accorde pas la même importance à une structure de gouvernance pour un élément aussi vaste qu'une politique alimentaire.

[Français]

Mme Eva Nassif: Mon collègue M. Barlow a parlé des choix inscrits dans le guide alimentaire. La viande rouge en serait pratiquement bannie et non recommandée.

Vous êtes représentante des Diététistes du Canada. Selon vous, comment une politique alimentaire pourrait-elle combler l'écart entre les bienfaits potentiels d'une alimentation saine et le succès économique des agriculteurs?

[Traduction]

Mme Pat Vanderkooy: Nous n'avons pas dit que nous cherchions à réduire la production de viande rouge par n'importe quel moyen.

[Français]

Mme Eva Nassif: Nous entendons souvent dire que la viande rouge n'est pas recommandée.

[Traduction]

Mme Pat Vanderkooy: Il n'est pas recommandé d'en consommer une grande quantité chaque jour. Il y a une différence entre consommer chaque jour de petites quantités de certaines de ces sources de protéines qui ont une empreinte carbone élevée et ne pas en manger du tout.

Cela revient à l'idée de manger une variété de sources de protéines. Je crois que le Canada est l'un des plus importants producteurs de légumineuses au monde, et ce sont d'excellentes sources de protéines. Je ne suis pas en train de dire que les producteurs de légumineuses ou de viande doivent fermer boutique. Il y a un équilibre. Nous pouvons aller chercher nos protéines de toutes ces sources, et rien de tout cela n'est mauvais. Je ne crois pas non plus que c'est ce que le guide alimentaire canadien prévoit. Dans les principes, si vous regardez les exemples de protéines qui sont donnés, toutes les sources sont incluses.

• (1705)

Le président: Merci. Je dois vous interrompre.

Je dois m'excuser, madame Vanderkooy, d'avoir dû réduire votre temps d'environ 10 secondes. J'ai mal regardé l'horloge; je vous ai donc accordé 30 secondes de plus pour répondre.

Merci beaucoup, madame Nassif.

Monsieur Peschisolido, vous avez six minutes.

M. Joe Peschisolido (Steveston—Richmond-Est, Lib.): Monsieur le président, merci.

J'ai été très impressionné par vos exposés. Il y avait énormément...

Mme Ruth Ellen Brosseau: Monsieur le président...

Le président: Je m'excuse terriblement, madame Brosseau. Je ne cesse de le faire.

Allez-y.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier les témoins de leur exposé aujourd'hui.

Nous avons les quatre piliers ou les priorités du gouvernement dans cette politique alimentaire. Je crois que notre priorité doit être la lutte contre la pauvreté. Nous avons énormément de travailleurs à faible revenu. Lorsque je visite les banques alimentaires dans ma circonscription, les groupes communautaires me disent que chaque année le nombre augmente et évolue. Il y a plus de familles, plus d'enfants et plus de personnes âgées. Je ne pense pas que nous parlons suffisamment de la manière dont le gouvernement s'appliquera à réduire la pauvreté au Canada.

Je suis mère célibataire. Il m'est déjà arrivé d'occuper deux ou trois emplois et de ne pas réussir à joindre les deux. Je crois que nous devons nous pencher sur les emplois précaires ou que nous devrions peut-être examiner le salaire minimum à 15 \$ l'heure. Nous devons nous occuper du droit à l'alimentation et à l'eau potable au Canada.

Madame Vanderkooy, à la fin de votre exposé, vous avez parlé de Nutrition Nord. Au Canada, le prix des aliments varie d'un endroit à l'autre au pays, et les aliments coûtent beaucoup plus cher dans les communautés des Premières Nations. Pouvez-vous nous dire ce qui fonctionne ou ce qui ne fonctionne pas avec Nutrition Nord, ce qu'il faut faire, selon vous, et ce qu'il faut inclure dans l'élaboration d'une stratégie alimentaire?

Mme Pat Vanderkooy: Nutrition Nord Canada offre actuellement des subventions qui profitent à tout le monde dans les magasins de détail. Il ne vise pas à faciliter l'accès aux aliments pour les gens qui ont de la difficulté à ce chapitre. Le programme met l'accent sur les aliments frais, parce que leur transport, comme nous le savons tous, est difficile et comporte son propre lot de défis.

Nous proposons de mettre la priorité sur les denrées alimentaires de base pour ce qui est des aliments du commerce, tout en n'oubliant pas que les aliments traditionnels sont différents des aliments du commerce que nous considérons normalement comme notre seule source d'aliments. En plus des denrées alimentaires de base en ce qui concerne les aliments du commerce, nous proposons de renforcer la capacité d'accès des consommateurs à des aliments traditionnels, ce qui passe par l'accès aux terres et aux eaux, et d'avoir suffisamment de ressources financières pour chasser et pêcher.

Par ailleurs, nous proposons de soutenir l'agriculture locale pour que les gens aient accès à plus d'aliments frais locaux et la construction d'infrastructure pour l'entreposage. Cela nous permettrait d'éviter de transporter des aliments lorsque c'est vraiment difficile de le faire et d'avoir des infrastructures pour l'entreposage à sec et l'entreposage de produits congelés.

Mme Ruth Ellen Brosseau: Monsieur Dahl, vous avez parlé du conseil alimentaire. Je crois qu'il importe vraiment d'avoir une discussion continue à cet égard et de s'assurer que tous les acteurs sont assis à la table. Nous savons qu'il y a des tables rondes pour différents produits de base, et que ses tables rondes accomplissent un travail formidable.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur l'importance d'établir cette table ronde?

M. Cam Dahl: Oui. Cela reprend l'argument concernant la gouvernance par tous les secteurs de l'agriculture et tous les segments de la société civile. Je pense que nous devons avoir ce dialogue, et un conseil alimentaire suffisamment représentatif

permettrait d'entamer ce dialogue. Il serait également avantageux d'obtenir que des membres de la société civile discutent avec des agriculteurs de la politique alimentaire, afin d'accroître la compréhension du fonctionnement de l'agriculture et de la durabilité de notre industrie.

Je crois que l'un des principaux facteurs consiste à s'assurer que des comptes sont rendus. Si Gordon est mon représentant au sein du conseil alimentaire et qu'il ne fait pas un bon travail, je devrais être en mesure de le renvoyer, afin de garantir une reddition de comptes et une représentation adéquate.

De plus, nous devons nous assurer que les membres du conseil sont en mesure de poser directement des questions portant sur la recherche, que ces questions soient adressées à des diététiciens ou des secteurs particuliers de l'agriculture. Je doute qu'un conseil de la politique alimentaire ait cette capacité en son sein. Si nous relient directement le conseil alimentaire aux chaînes de valeur et à l'agriculture, ses membres auront la capacité de poser directement des questions portant sur la recherche.

• (1710)

Mme Ruth Ellen Brosseau: Nos Premières Nations participeraient-elles à ce conseil?

M. Cam Dahl: Je précise encore une fois que, personnellement, je cherchais un groupe où l'agriculture serait représentée. Je crois que la société civile devrait avoir un nombre égal de représentants, et je ne prétendrai pas savoir comment la sélection des représentants devrait être effectuée.

Mme Pat Vanderkooy: Habituellement, la société civile finit par présenter les préoccupations liées à la santé, à l'environnement et aux Premières Nations. Toutes ces préoccupations sont représentées par la société civile, si l'on considère l'agriculture comme un élément du conseil et les gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral comme un autre.

M. Cam Dahl: Je ne suis pas d'accord pour dire que l'environnement et la durabilité ne font pas partie de l'agriculture, parce qu'ils en font certainement partie.

Mme Pat Vanderkooy: Ils en font partie, mais ces enjeux seraient présentés de façon distincte. Il y a une distinction entre la façon dont la communauté agricole présenterait ses problèmes de durabilité et la façon dont un groupe environnemental exposerait ce même enjeu, ou la façon dont des considérations sanitaires seraient abordées par la communauté agricole par opposition à un autre groupe fortement axé sur la santé. C'est donc pour présenter ces enjeux que la société civile serait représentée.

Le président: Merci, madame Vanderkooy.

Il nous reste quelques minutes.

Joe, c'est votre tour.

M. Joe Peschisolido: Monsieur Dahl, vous avez mentionné plus tôt que nous ne devrions pas aller rapidement de l'avant, que nous ne devrions pas précipiter le processus. Veuillez nous en dire davantage à ce sujet. Qu'entendez-vous par là? Quels sont vos échéanciers? Pourquoi croyez que nous avançons un peu trop vite?

M. Cam Dahl: Je crois que je fais surtout valoir qu'il ne faut pas fixer de dates limites et déclarer que nous aurons une politique alimentaire nationale d'ici le 15 janvier, ou quelle que soit la date en question, parce que ces questions et ces politiques nationales sont incroyablement complexes. À mon avis, il importe davantage d'établir la structure qui convient pour garantir la tenue de ces discussions. Et, pour en revenir au conseil national de la politique alimentaire, j'estime que c'est au sein de ce conseil que nous pouvons favoriser la discussion de certains enjeux qui ne sont peut-être pas compris par tous les secteurs. Il faut que nous fassions bien les choses, et cela nécessitera un dialogue continu, car le sujet est très complexe.

Si nous n'avons pas terminé la tâche d'ici une certaine date, ne nous contentons pas de plier bagage et de dire que c'est tout. Dans de telles circonstances, il ne faut pas prendre une décision et passer à autre chose, parce qu'une solution choisie à la hâte sera inévitablement une mauvaise solution.

M. Joe Peschisolido: Madame Vanderkooy, vos chiffres m'ont intrigué. Vous semblez faire valoir que notre système alimentaire n'est pas durable. Vous soutenez qu'il est insensé non seulement sur le plan de la santé et de l'environnement, mais aussi d'un point économique. Dans votre grand livre, vous avez un « bon » crédit de 21 milliards de dollars et deux « mauvais » débits de 68 et 26 milliards de dollars, respectivement. Essentiellement, notre société est dans le rouge à hauteur de 73 milliards de dollars. Est-ce une juste interprétation de vos paroles?

Si c'est le cas, comment changeriez-vous cela?

Mme Pat Vanderkooy: Je montrais les coûts assumés par la société. Ils s'élèvent à 68 milliards de dollars si vous les calculez de

la même façon que l'ASPC, et à 26 milliards de dollars, si vous avez vraiment vos calculs sur le système de soins de santé.

En particulier, l'industrie agroalimentaire, qui ajoute beaucoup de sucre, de sel et de gras aux aliments au cours de leur transformation — les aliments ne poussent pas de cette façon, mais ces ingrédients leur sont ajoutés — injecte 21 milliards de dollars dans l'économie. Je parle donc des recettes générées comparativement aux dépenses engagées par la société en général, et c'est là qu'intervient l'ensemble du gouvernement. D'une part, notre gouvernement paie les soins de santé, d'autre part, nous nous réjouissons des recettes générées. Toutefois, nous oublions que ces recettes sont liées à des maladies et d'autres préoccupations.

● (1715)

Le président: Vous avez eu vos six minutes de temps de parole. Nous avons dit 17 h 15, et je crois que c'est déjà l'heure. Nous allons devoir conclure.

M. Joe Peschisolido: Merci.

Le président: Je sais que Mme Cloutier souhaitait poser une question, mais je l'invite à consulter peut-être le groupe d'experts.

Je tiens à remercier infiniment les membres du groupe d'experts de leur présence. Cette discussion a été très intéressante.

Monsieur Dahl, madame Vanderkooy, et aussi monsieur Bacon, je vous remercie de vos commentaires concernant cette importante étude.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes
à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the
following address: <http://www.ourcommons.ca>